



POUR LA CONVERGENCE DES LUTTES

La Fédération CGT Commerce et Services reporte son action du 7 mars 2018 au 22 mars 2018, pour gagner l'unité des travailleurs.

Depuis 2013, plus de 70 milliards d'euros d'argent public ont été offerts par l'État aux entreprises, sans contrepartie, subventionnant ainsi la destruction de milliers d'emplois ou enrichissant considérablement les propriétaires des capitaux.

Dans les secteurs d'activité du commerce et des services, c'est sans aucun scrupule que les entreprises en ont gavé les actionnaires et ont profité encore de cette manne en 2017 pour supprimer des effectifs et jeter dans la précarité des travailleurs souvent déjà payés au rabais :

CARREFOUR → 400 millions de CICE et 4400 suppressions d'emplois en 2017
CASTORAMA → 44 millions de CICE et 446 suppressions d'emplois en 2017
CONFORAMA → 39,3 millions de CICE, 3 PSE et 445 suppressions d'emplois depuis 2014
PIMKIE → 37 magasins fermés et 208 suppressions d'emplois en 2017
BRICO-DÉPÔT → 9 millions de CICE et 82 suppressions d'emplois en 2017
ACCOR → 18,6 millions de CICE et 15 millions de dividendes en plus en 2017
IKEA → 48,2 millions de CICE depuis 2013
BUFFALO GRILL → 5 millions de CICE et 14 millions de bénéfices en 2015

NOS IMPÔTS POUR NOS EMPLOIS, PAS POUR LE PATRONAT, NI L'ACTIONNARIAT !

La Fédération CGT Commerce et Services appelle l'ensemble des salariés de ses secteurs d'activité à rejoindre massivement les manifestations du 22 mars 2018, pour la défense des services publics et contre la politique de destruction sociale de Macron !